



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAUX ET CIMENT DE ST HILAIRE

FLOSAILLE
FLOSAILLE
38300 Saint-Savin

Références : 20240328-Is053SS
Code AIOT : 0006101101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement CHAUX ET CIMENT DE ST HILAIRE implanté DUIN ET LA GAGNE 38460 Trept. L'inspection a été annoncée le 06/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX ET CIMENT DE ST HILAIRE
- DUIN ET LA GAGNE 38460 Trept
- Code AIOT : 0006101101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CCSH exploite une carrière de calcaire sur la commune de Trept. Cette carrière bénéficie d'une autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2020-06-05 du 10 juin 2020 (renouvellement et extension de l'autorisation) pour une durée de 30 ans.

Les produits extraits sont destinés à être valorisés dans les installations la société CCSH (production de produits carbonatés) et l'usine de la société ECL (production de chaux)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 5.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 1.10.2	Sans objet
2	gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 1.10.3	Sans objet
3	prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 2.1.1	Sans objet
4	prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 2.1.2	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des efforts en matière de prévention des émissions de poussières et sonores ont été engagés. Ils doivent être poursuivis.

Le rapport établi à la suite du contrôle des émissions sonores prévu en 2024 sera envoyé à l'inspection des installations classées

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 1.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, accès voirie publique circulation interne
Prescription contrôlée : L'utilisation des voies se fait en accord avec leur gestionnaire. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Les bennes de tous les camions transportant des produits d'une granulométrie inférieure à 5mm sont bâchées avant de sortir du site. Les véhicules sortant

de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. A cet effet, une zone permettant le nettoyage des roues des véhicules (ou tout autre dispositif équivalent) est mise en place avant leur sortie sur la voie publique.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'accès à la voie publique est aménagé (présence d'un panneau stop). Il est commun avec la sortie de l'usine</p> <p>L'exploitant indique que les bennes des camions transportant en tout ou partie des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5mm ne sont pas systématiquement bâchées.</p> <p>Aucun constat n'a pu être réalisé sur ce point le jour de l'inspection</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de cette obligation et de l'afficher au pont bascule.</p> <p>Un décrotteur de roues est présent sur la carrière pour les camions clients venant s'approvisionner en granulats, les seuls pouvant accéder sur le carreau de la carrière..</p> <p>L'exploitant déclare que les voies de circulation autour du pont bascule sont arrosées en cas de besoin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 1.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité du public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un portail le long de la route d'accès au site.</p> <p>L'accès aux fronts d'exploitation en périphérie de l'autorisation est défendu par une clôture.</p> <p>Il reste à clôturer la nouvelle zone d'exploitation en cours de décapage.</p> <p>L'exploitant déclare que la clôture sera mise en place dès que cette opération sera achevée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre des mesures de</p>

<p>réduction des poussières telles que :</p> <p>arrosage des pistes lorsque les conditions météorologiques l'imposent ;</p> <p>enrobage des pistes d'accès à la carrière et aux installations de criblage ;</p> <p>stabilisation par arrosage, ou stockage dans des dispositifs de type silo, des produits les plus fins (0/4) et des stocks de granulats le nécessitant ;</p> <p>équipement des postes de chargement des produits les plus fins (0/2) de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère ;</p> <p>micro pulvérisation, ou aspiration-dépoussiérage, ou capotage aux points de l'installation de traitement les plus sensibles (sorties broyeurs, points de jetée) ;</p> <p>traitement de la zone de jetée de tapis de traversée de route par pulvérisation d'eau ou bardage ;</p> <p>restriction de la hauteur de jetée au strict minimum pour les points de jetée des convoyeurs ;</p> <p>limitation de la vitesse des poids-lourds et engins de carrière à 25 km/h sur la voirie d'accès à la carrière, et à 25 km/h sur les pistes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la partie carrière, l'arrosage des pistes est effectué en cas de nécessité. L'inspection constate que les matériaux sont transportés du concasseur primaire vers les installations de l'usine de produits finis par un convoyeur limitant ainsi les émissions de poussières issus du transport par des engins.</p> <p>Pour la partie usine, les voiries sont revêtues d'enrobé et arrosées en cas de nécessité</p> <p>Les produits fins sont stokés en silos.</p> <p>Les postes de chargement sous silos sont équipés ou en cours d'équipement de manches télescopiques automatiques pour éviter la diffusion des poussières dans l'environnement.</p> <p>Des bardages ont été installés autour des zones de jetée des tapis.</p> <p>Il subsiste encore quelques points d'amélioration concernant les événements des citernes routières en cours de chargement ou le nettoyage de celles-ci par les conducteurs à l'aide d'air comprimé.</p> <p>L'exploitant déclare que la réduction des émissions de poussières fait l'objet d'une attention constante au sein de la société.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : prévention de la pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prévention des émissions de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la fréquence d'entretien de l'installation de traitement doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours.</p> <p>Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>Les émissions captées sont dépoussiérées</p> <p>La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.</p> <p>Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La concentration en poussières émises par les installations respectent la valeur limite de 20 mg/Nm³ ;</p> <p>Cette valeur limite est contrôlée au moins annuellement par un organisme agréé et suivant les</p>

<p>normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :</p> <p>Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m³/h :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. – sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrément pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm³ sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. – en aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³ en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.
<p>Constats :</p> <p>Les émissions de poussières canalisées font l'objet d'un contrôle annuel par une société extérieure. L'inspection consulte le dernier rapport de contrôle effectué le 24 octobre 2023.</p> <p>Les installations concernées par les émissions de poussières sont les suivantes :</p> <p>Installation 1 et 2 : Broyeur à boulets et sécheur</p> <p>Installation 5 : Sécheur et malaxeur</p> <p>Installation 6 : Broyeur</p> <p>Installation 7 : Broyeur presse</p> <p>Installation 9 : Broyeur</p> <p>Ces installations sont toutes équipées d'un filtre à manche.</p> <p>L'inspection constate que les valeurs enregistrées sont inférieures à la valeur limite de 20 mg/Nm³.</p> <p>La part des particules PM10 et PM2,5 a également fait l'objet d'une quantification.</p> <p>Il est observé que ces particules représentent 99% du flux émis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter l'envol des poussières.</p> <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance est en place</p> <p>L'inspection a pu examiner le bilan annuel 2023 qui n'appelle pas de remarques particulières.</p> <p>La valeur limite de 500 mg/m²/jour n'est dépassée sur aucun point de mesure.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2020, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, aménagements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.</p> <p>La tour de criblage principale est équipée d'un bardage complet, sauf impossibilité technico-économique démontrée</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dès la publication de cet arrêté et ensuite périodiquement tous les trois ans. Elle peut être intensifiée lorsque les fronts de taille se rapprochent des habitations.</p> <p>La mesure initiale est effectuée dans les conditions les plus défavorables (fonctionnement des installations de traitement des matériaux, des engins d'extraction et de foration).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé en 2021.</p> <p>Il comporte une analyse de chaque installation de la société CCSH (carrière, usine) mais aussi des installations de la société ECL (four à chaux) en fonctionnement séparé et concomitant.</p> <p>Une cartographie des émissions sonores a été réalisée par installation.</p> <p>Plusieurs axes de progrès ont été proposés dans cette étude.</p> <p>L'exploitant déclare que des travaux ont été réalisés sur la trémie située sur le site d'ECL ainsi que sur la tour de criblage située en amont du tapis alimentant cette trémie (site CCSH).</p> <p>De nouvelles mesures de bruit sont programmées pour l'année 2024 afin de vérifier les gains obtenus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport établi à la suite des mesures de bruit 2024 ainsi que les propositions d'amélioration si elles s'avèrent nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois